

Aït-Ouabane, une citadelle antiterroriste au fin fond du Djurdjura

On n'improvise rien avec les habitants d'Aït-Ouabane, notre virée dans ce village situé au fin fond du Djurdjura, à 65 km de Tizi-Ouzou entre Abi Youcef et Aïn-El-Hammam, à l'est et nord-est, Yatafène et Iboudrarene à l'ouest et au nord-ouest, la wilaya de Bouira au sud et Tassaft au nord, a failli tourner court.

Quand on est étranger et inconnu des habitants, on n'y entre pas comme dans un moulin. Le chemin communal qui y mène au-delà de la RN 71, reliant Beni Yenni à Aïn-El-Hammam, ne conduit nulle part ailleurs. Il s'arrête au village adossé au Djurdjura, dans une cuvette naturelle en forme d'entonnoir. Il n'y a que les hautes montagnes en face et sur les côtés et un seul accès, celui que nous avons emprunté. Aussi, il n'y a rien d'étonnant, par les temps qui courent, que tous les regards se soient braqués sur nous.

Un joli monument des martyrs de la guerre de Libération nationale marque l'entrée du village. Lorsque notre taxi s'est garé sur la place de la mosquée, aménagée par les soins des villageois comme beaucoup d'autres choses réalisées avec ou sans le concours de l'Etat, il y avait beaucoup de monde, des gens âgés et des jeunes, qui nous interrogeaient et nous scrutaient du regard, attendant une parole ou un geste de notre part pour être fixés sur l'objet de notre visite.

Ce fut fait machinalement et après les salutations d'usage, on nous désigna un café juste en face où on pouvait rencontrer les membres du comité du village susceptibles de nous éclairer, car en dehors d'eux, personne n'est habilité à s'exprimer au nom du village. L'unique membre trouvé sur place refusa de le faire individuellement. Il aura fallu discuter un moment notre qualité sur le passé récent du village pour dégeler l'atmosphère avant que l'on soit rejoint par d'autres membres. On s'est finalement retrouvé au milieu de cinq membres du comité, avec à leur tête l'ex-directeur d'école et un responsable d'un groupe de 52 GLD et Patriotes qui nous ont invités à un petit speech dans la salle de réunion aménagée au rez-de-chaussée de la mosquée. Cette vigilance extrême tient en premier lieu de la situation sécuritaire, la région a vécu des incursions terroristes de 1999 à 2004.

Le village a enregistré trois morts, cinq si l'on compte les citoyens assassinés hors de son territoire, dont deux adolescents, et dix blessés. Les villageois ont pourchassé les hordes qui ont élu domicile aux alentours, notamment autour du village d'Aït-Allaoua et du hameau voisin, dont la population a été contrainte d'abandonner ses biens et de se réfugier chez des proches dans les villages limitrophes. Peu nom-

breux et très isolés pour prétendre faire face aux menaces constantes des terroristes, l'exode de ces petites communautés villageoises obligera les hordes de l'ex-GSPC à aller s'approvisionner chez les Aït-Ouabane.

C'était le 18 octobre 1999 à 15 h, trois hommes armés portant barbes et habits afghans se présentèrent chez un jeune commerçant du village qui hésita de les servir avant de recevoir l'accord d'un membre du comité de village, par ailleurs chef des GLD.

Ils ont acheté pour 44 000 DA de provisions, prirent un fourgon de force et s'en allèrent. Ils reviennent le 24 du même mois, cette fois-ci à quatre et avec l'intention de régler son compte au courageux commerçant qui refusa de les servir. Mal leur en pris, car ce jour-là, ils eurent à faire à une résistance armée du village. Au premier coup de feu tiré par le chef patriote, ils prirent la fuite en blessant grièvement un artisan ferronnier d'Abi-Youcef pris en otage quelques instants auparavant avec son véhicule et contraint d'abandonner ses deux enfants loin du village. Cette deuxième incursion signera la fin des tentatives de domestiquer le village d'Aït-Ouabane. Elle déclenche aussi une réaction inverse, le début de l'offensive contre les assaillants.

Les 27 GLD du village se sont vu renforcer par 25 Patriotes solidement armés par l'Etat, qui, sous la conduite de l'ex-directeur d'école, donneront la chasse aux hordes terroristes dans les alentours, détruisant 10 kasmates récupérant de la dynamite, des provisions de toutes sortes, des tapis volés dans les mosquées... permettant, en même temps, aux citoyens d'Aït-Allaoua et du hameau voisin de regagner leurs maisons et récupérer leurs biens. Mais avant cela, le village a perdu deux adolescents, tués au centre du village par une bombe qui en blessa quatre autres. Il perdit aussi un autre citoyen dans la tentative d'assassinat visant l'ex-maire de Aïn-El-Hammam, M. Berkani, au village Tamjout, et qui coûta la vie au frère du maire au cours de sa riposte aux assaillants. Un autre citoyen du village, Patriote de son état, sera amputé d'une jambe en sautant sur une mine lors d'un ratissage des forces combinées où l'on a enregistré deux soldats blessés.

Dans le sillage de tous ces faits, le village Aït-Ouabane est

devenu, en dépit de son enclavement, une citadelle imprenable protégée par les 52 GLD et Patriotes plus un nombre équivalent d'autres citoyens armés de fusils de chasse, une véritable armée bien organisée à la vigilance aiguisée. Cette part très active et déterminante prise par les citoyens d'Aït-Ouabane dans la lutte contre les hordes terroristes compte pour beaucoup dans le revêtement de la route desservant le village en passant par Aït-Hamsi et Aït Mislaïene.

Le village a, en effet, une histoire de hauts faits d'armes et une expérience avérée dans la résistance. Il abrita pendant longtemps un des PC de l'ALN. Amirouche, Krim Belkacem, Mohammedi Saïd, Amar Aït-Cheikh et d'autres dirigeants de la Wilaya III historique ont séjourné au village, bénéficiant de l'aide et de l'assistance de ses habitants jusqu'au 11 décembre 1957 où le village fut totalement détruit par les bombardements aériens et terrestres de l'armée d'occupation, faisant 43 victimes parmi ses habitants. «Les hommes aux 3 épaules», c'est ainsi qu'étaient surnommés les gens du village par un officier de l'armée coloniale parce que tous les hommes étaient armés, raconte-t-on au village avec une fierté dissimulée.. Il faudra, pourtant, attendre le début des années 1980 pour voir le village sortir de la torpeur.

L'Agence postale, le dispensaire doté de deux logements pour un médecin et un chirurgien dentiste permanents, les antennes relais de la télévision, du téléphone sans fil et du WLL, la mosquée, l'électrification, l'alimentation en eau potable, l'assainissement, le bétonnage des rues n'entreront au village qu'à partir des décennies 1980, 1990 et 2000 et avec une très large contribution du village pour pallier l'insuffisance des subventions étatiques. Sans une très large mobilisation des habitants, la plupart de ces projets vitaux pour la population ne seraient pas encore en service.

L'électrification a nécessité 6 mois de travaux de fouille pour les poteaux, de transport de ces derniers et des matériaux nécessaires.

L'équipe dépêchée sur place en plein mois décembre de l'année 1981 a failli rebrousser chemin dès son arrivée, le village était couvert de neige. Il paraissait impossible aux agents et techniciens de Sonegaz de travailler dans de telles conditions climatiques. Mais les villageois qui attendaient depuis trop longtemps de voir la lumière éclairer leurs foyers réussirent à vaincre la crainte de leurs hôtes. Nourris, logés, chauffés et réservés uniquement aux aspects techniques de l'opération, ils ne

repartiront qu'après avoir électrifié le village au-delà du plan prévisionnel, racontent encore nos interlocuteurs. Entamée en 1985, la mosquée, qui se réalise dans les mêmes conditions et, en gros, avec les moyens du village, n'est pas encore totalement achevée, les 55 millions de subventions de la tutelle et les 10 autres millions alloués sur le budget de la wilaya se sont avérés dérisoires devant l'ampleur des travaux. L'édifice de deux niveaux accompagné d'un logement de fonction, d'un magasin, d'une salle de réunion, nécessite encore des travaux de peinture et d'étanchéité. Pour l'heure, les deux imams envoyés sur place par la tutelle à 4 ans d'intervalle sont repartis aussi vite qu'ils sont arrivés. Impossible de vivre dans un pareil isolement, ont-ils fait savoir.

Par quel miracle ce village pourtant totalement dépourvu de ressources a-t-il pu résister aux sollicitations d'aller ailleurs et de réaliser tout ce qu'il faut pour améliorer les conditions de vie de ses habitants, pourrait-on se demander ?

L'arboriculture et le maraîchage pratiqués autrefois, grâce à l'abondance de l'eau, sur de petites surfaces, permettant aux villageois de subsister très modestement, sont en très net recul du fait de l'expansion du village aux dépens de la forêt et des faibles parcelles de terre cultivées au pied du Djurdjura. Et aussi du captage systématique des sources d'eau coulant de la montagne enneigée naguère jusqu'au mois de juillet. La rivière qui séparait le village en deux, il y a une vingtaine d'années, et qui permettait d'irriguer les cultures vivrières sur les deux rives de son lit, n'est plus qu'un vague souvenir pour ceux qui n'ont pas remis les pieds au village depuis le début des années 1980.

La rivière est, aujourd'hui, enjambée par de nouvelles constructions édifiées grâce aux pensions des moudjahidine, des veuves de chouchada et des autres ayants droit, et grâce aussi aux économies de la centaine d'émigrés.

A part cela, il n'y a rien d'autre que l'élevage à petite échelle, la taille manuelle de la pierre pour les besoins locaux et la coupe de bois. Ici, le gaz butane occupe une place secondaire dans les foyers. Les fagots de bois que l'on trouve devant chaque maison renseignent sur la rigueur du climat hivernal, le village qui se trouve à 900 m d'altitude est cerné par des montagnes hautes de 1 000 m et plus. Sur notre chemin vers Aït-Ouabane, on pouvait d'ailleurs admirer Lalla Khedidja et la Main du Juif, entièrement couverts de neige.

B. T.

MASCARA Logements sociaux : une demande importante

Durant cette fin d'année, on a procédé au niveau de la wilaya de Mascara à l'affichage de listes des bénéficiaires de logements sociaux. Le nombre de logements ne peut malheureusement pas satisfaire la demande des citoyens, car étant supérieure à l'offre. Par exemple, dans la commune de Khalouia, ce sont 20 habitants qui auront été retenus alors que le nombre de postulants est de 300 environ, nous a déclaré récemment le président de l'APC. Bien que leur demande n'ait pas été satisfaite, aucune réaction de protestation n'a été enregistrée de la part des mécontents, a souligné le président d'APC. La demande dépasse également le nombre de logements à Zahana où l'on a eu droit à 145 logements pour 1 000 postulants. A Mohammadia, c'est aussi un peu la même situation vécue avec l'attribution de 174 logements. Là, l'on a quelque peu innové, puisque la photo de chaque bénéficiaire a été également affichée, pour plus de transparence, dit-on. D'autres communes se sont vu attribuer 20 logements. Les élus de l'APC, à travers le retrait de confiance transmis à la wilaya dénoncent, entre autres, l'absence d'équité dans l'opération de distribution de logements sociaux. Il convient de signaler que l'attribution ne relève plus de la compétence de l'APC mais de la daïra où siège la commission de distribution. Globalement pour l'année 2008, ce seront 448 logements qui ont été achevés et attribués.

M. Meddeber

Renforcement des effectifs dans le secteur de la santé

Les exigences dans le secteur de la santé, notamment pour la couverture des zones rurales, ont nécessité le recrutement du personnel dans les corps médical et paramédical durant l'année 2008. C'est ainsi que les structures hospitalières ont été renforcées par l'arrivée de 60 médecins généralistes. C'est au niveau des spécialistes que le déficit était surtout prononcé.

Ainsi, l'arrivée de 15 nouveaux spécialistes permettra d'améliorer quelque peu la situation alors que la demande exprimée tournerait autour de 50. D'autre part, 15 pharmaciens ont été recrutés, à l'instar de 211 éléments dans le corps paramédical.

M. M.

L'ouverture de l'abattoir serait imminente

Longtemps attendue par les bouchers de la ville de Mascara, l'ouverture de l'abattoir ne finit pas de soulever des interrogations. Ceci ne peut qu'encourager l'abattage clandestin, nous dira l'un d'entre eux. Au niveau de l'APC, on nous signale qu'elle se ferait dans quelques jours. Plus d'un mois s'est écoulé. Alors, question : ces travaux d'aménagement n'ont-ils pas été achevés ou bien l'APC n'a-t-elle pas encore fixé de date pour sa réouverture ?

M. M.